

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION

Opération : Aménagement d'une maison de santé pluridisciplinaire au R+1 de la Maison du Petit Monde à l'hôpital de la Croix-Rousse

Client : HOSPICES CIVILS DE LYON
Adresse des travaux : 5, rue Coste
69300 CALUIRE ET CUIRE

Aff. N° : C-LYCS-2025-30-254347
Opération de catégorie : Niveau 3

CSPS : Elisabeth RODRIGUEZ
Mail : elisabeth.rodriquez@btp-consultants.fr

Agence : Agence Lyon
Immeuble Le Vernal
62, chemin de la Bruyère
69570 DARDILLY
Fixe : +33437496460

Initié le : 17/02/2025
Date de mise à jour : 18/03/2025

Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	17/02/2025		Elisabeth RODRIGUEZ	Conception
1	18/03/2025	PGC phase Chantier	Elisabeth RODRIGUEZ	Conception

Sommaire

Renseignements administratif	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS	4
1. Particularités de l'opération	4
2. Réseaux	6
3. Installations de chantier	8
4. Circulations piétons et véhicules	12
5. Évacuation des déchets et matériaux	14
6. Protections Collectives	15
7. Secours	16
8. Autres sujets	17
Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent	18
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	18
2. Modalités d'interventions	18
3. VIC - P.P.S.P.S.	19
4. Accueil sur site et formation	19
5. Modalités de coopération	19
6. Enchaînement des tâches	19
7. Travaux superposés	20
8. Visite et courrier des Organismes	20
9. Non-respect du Code du Travail	20
10. Autres mesures générales	20
Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)	21

Renseignements d'ordre administratif

1. Description sommaire de l'opération

Le présent projet porte sur l'aménagement d'une maison de santé pluridisciplinaire au R+1 de la Maison du Petit Monde à l'hôpital de la Croix-Rousse.

2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 3 mois
- Démarrage prévisionnel : Avril 2025
- Effectif prévisionnel : -

3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie **3**

4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	Cloisons / peinture / Faiences / Faux plafonds	-	-
02	Electricité	-	-
03	CVCD / Plomberie	-	-

5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	HOSPICES CIVILS DE LYON	-	Hasane MEKHARBECHÉ	+33631267512 hasane.mekharbeche@chu-lyon.fr
Maître d'œuvre exécution	GENIUS LOCI ARCHITECTES	-	Julie POIJOL	lpm@geniuslociarchitectes.com
Maître d'œuvre exécution	GENIUS LOCI ARCHITECTES	-	Hervé LORENZI	hel@geniuslociarchitectes.com

Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

1. Particularités de l'opération

Contraintes spécifiques

Il a été validé par le MOA le fait de faire intervenir de faire exécuter des travaux d'aménagement au R+1 durant le chantier en cours "LE PETIT MONDE"

En cas d'obligation technique d'intervenir en concomitance, certaines règles doivent être suivies rigoureusement afin de limiter tous les risques de coactivité entre les deux chantiers.

Ci-dessous les recommandations et préconisations concernant le chantier :

1- Des réunions régulières de coordination MOE/ENTREPRISES seront obligatoirement prévues durant toute la phase de coactivité.

2-Il a été confirmé les sujets suivants lors de la réunion sur site le 18/03/25 :

- Un cheminement d'accès entre l'entrée du chantier et les zones de travaux concernées sera sécurisé (plan et stable). Pas de circulations dans les zones en travaux prévues.
- Les chantiers devront être totalement clos,
- La procédure de fourniture de l'AEP : depuis installation provisoire de chantier en place
- La procédure de fourniture de l'électricité : depuis installation provisoire de chantier en place.
- Les modes opératoires concernant les livraisons de matériels et matériaux seront planifiés.
- Le chantier devra stocker ses matériaux dans son emprise, aucun stockage ne sera toléré hors zone.
- L'intervention éventuelle de moyens de levage devra être strictement et rigoureusement planifiée.
- La gestion des déchets de ce chantier devra être rigoureusement étudiée par le chantier.

-Utilisation de la base vie :

Moyen commun : un cantonnement propre au chantier sera mis en place.

Interactions sur le site

Particularités :

Parties occupées : Hôpital de la Croix Rousse à proximité (entrée)

**Généralités :**

Le chantier se déroulera en milieu occupé et en activité

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installations électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels.

2. Réseaux

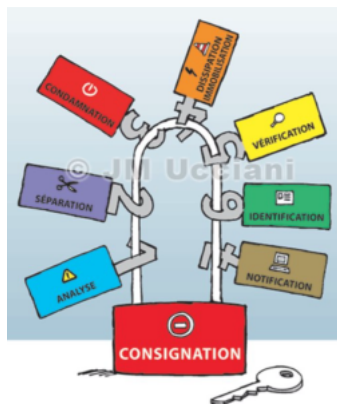
Consignations

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Electricité

Réseaux consignés : Electricité

Chargé de consignation : à préciser dans le PPSPS



Généralités :

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

Électricité complémentaire

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : ELECTRICITE

Alimentation des installations provisoires de chantier depuis installation chantier provisoire de chantier en place du niveau concerné : à maintenir jusqu'à réception du chantier.

**Généralités :**

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution.
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier
- La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

Installation existante

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot Electricité

Locaux ou équipements concernés : à préciser sur plans exécution

**Généralités :**

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Eau potable complémentaire

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : CVC PLB

Alimentation des installations provisoires de chantier depuis installation chantier provisoire de chantier en place du niveau concerné : à maintenir jusqu'à réception du chantier.

Généralités :

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable un point de puisage tous les 3 niveaux de chaque cage d'escalier, avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides. Prévoir un point de puisage par maison individuelle.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau.

3. Installations de chantier

Clôtures de chantier

Particularités :

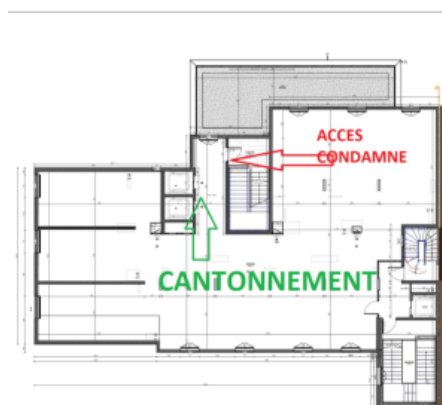
Entreprise titulaire du lot : PRINCIPAL

Chantier au R+1 clos et indépendant

Accès piéton depuis porte entrée rue Coste.

Remarque :

L'accès escalier principal (vers les deux ascenseurs-zone cantonnement donnant accès aux autres niveaux sera condamné provisoirement pendant toute la durée du chantier.

**Généralités :**

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- Panneaux de chantier
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Accès piétons

Particularités :

Accès unique chantier par la porte entrée existante située au 5 rue COSTE : clef fournie sur demande par : à préciser

Escalier donnant directement au R+1 du chantier.

Remarque :

L'accès escalier principal (vers les deux ascenseurs-zone cantonnement donnant accès aux autres niveaux sera condamné provisoirement pendant toute la durée du chantier.

**Généralités :**

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Un badge nominatif, avec photo, sera établi avant toute intervention sur site. Ce badge permettra d'actionner le tourniquet placé à l'entrée des piétons sur le chantier.

En complément, un lecteur biométrique sera installé au niveau du lecteur de badge.

Ce badge devra être détenu par chacun des personnels intervenant sur site, et présenté sur simple demande de la Maîtrise d'Œuvre et du CSPS.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

Cantonnements

Particularités :

Un cantonnement indépendant pour le chantier HCL au niveau 1, comme suit :

- * un point d'eau dans le future local ménage sera installé en début de chantier
- * des toilettes seront installées en début de chantier
- * un espace clos sera mis en place devant les ascenseurs pour recevoir le réfectoire et les blocs vestiaires : tables, chaises, micro-ondes...

Entreprise titulaire du lot : sera précisé au dossier DCE : lot principal.

Périodicité : Hebdomadaire

**Généralités :***** SANITAIRES**

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

*** REFECTOIRES**

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Protections contre l'incendie

Particularités :

A Toutes les Entreprises :

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir). Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Avant le travail :

- Vérifier l'état de fonctionnement et les réglages du matériel de travail.
- Éloigner, protéger ou couvrir les matériaux combustibles ou inflammables, en particulier ceux placés derrière les cloisons proches du lieu de travail.
- Si le travail s'effectue dans un volume creux, s'assurer que le dégazage est effectif et/ou installer une ventilation pour évacuer fumées et argon ; contrôler l'absence de gaz ; présenter le certificat de dégazage et/ou le PV de contrôle d'atmosphère.
- Aveugler les ouvertures, interstices, fissures, etc. (avec du sable, des bâches, des plaques métalliques).
- Disposer à portée immédiate les moyens d'alarme et de lutte appropriés contre le feu.
- Dégager largement de tout matériel combustible ou inflammable le parcours des conduites traitées.

Pendant le travail

- Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.
- Ne déposer d'objets chauffés que sur des supports ne craignant pas la chaleur et ne risquant pas de la propager.

Après le travail

- Inspecter le lieu de travail et les environs pouvant être concernés par les projections ou les transferts de chaleur.
- Débrancher et enrouler les câbles, fermer les bouteilles, évacuer les déchets de toutes sortes.
- Baliser les pièces chaudes.
- Maintenir si possible une surveillance.
- Désigner un auxiliaire instruit des mesures de sécurité

Généralités :

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : sera précisé au dossier DCE : lot principal.

Périodicité : Hebdomadaire

Généralités :

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

Nettoyage du chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Toutes les entreprises

Périodicité : quotidienne

Un nettoyage en fin de chantier sera prévu : A confirmer

Généralités :

Les gravois, déchets et décombres seront évacués au fur et à mesure.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

4. Circulations piétons et véhicules

Ouverture/fermeture du chantier

Horaires : 7h-18h A CONFIRMER lors de la réunion de démarrage chantier et dans les PPSPS

Qui ouvre, qui ferme : La première entreprise qui arrive et la dernière à partir

Procédure pour heures supplémentaires : sur accord de la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre

Travaux le samedi : sur accord de la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre

Travaux le Dimanche : INTERDIT sauf accord de l'inspection du travail

Accès véhicules – livraisons

Particularités :

Livraisons entrée chantier au Rdc par l'entrée piétons : au 5 rue Coste

-Les modes opératoires concernant les livraisons de matériels et matériaux seront validés par la Moe avant le début des travaux.
Il est recommandé de planifier des horaires ou jours de livraison

-Le chantier devra stocker ses matériaux dans son emprise, aucun stockage ne sera toléré hors zone.

-L'intervention éventuelle de moyens de levage devra être strictement et rigoureusement planifiée.

**Généralités :**

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Sur chaque aire de livraison, un quai de déchargement de hauteur réglable ou sur deux niveaux permettant l'accrochage en sécurité des charges destinées à être déplacées par la grue sera également dû au titre de la prestation. Côté opposé au quai, une paroi fixe, avec dispositif réglable en partie supérieure, constituera le dispositif anti-chute.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via les monte-charges, lifts accompagnés de chantier, ascenseurs mis en service de façon anticipée). Ce roulage sera effectué sur un sol sec, ferme et sans aspérité s'opposant à un roulage fluide, d'une largeur permettant le croisement aisé des conteneurs, transpalettes, chariots, etc....

Places de stationnement

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Toutes les entreprises

Stationnements interdits dans l'emprise du chantier.

parkings publics à proximité

Généralités :

En aucun cas les places de stationnement ne devront empiéter sur l'aire de livraison et les zones de stockage.

5. Évacuation des déchets et matériaux

Bennes de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : chaque entreprise évacue par ses propres moyens ses déchets.

-La gestion des déchets de ce chantier devra être rigoureusement étudiée par le chantier : évacuation journalière

Généralités :

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier, sous grue(s) comme après départ de celle(s)-ci.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

6. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

MAINTIEN DES PROTECTIONS COLLECTIVES EN PLACE :

- Baies en façades

Les protections seront constituées par...

Elles seront déposées en sécurité ...

- Baies d'ascenseurs

Les protections seront constituées par des grilles de protection type Gémagrille. Ces grilles seront posées en présence du podium ou du dispositif sécurisant la trémie d'ascenseur.

Elles seront déposées en sécurité depuis le toit de cabine par l'ascensoriste.

- Incorporations dans les planchers

Les réservations pour traversées de planchers seront réalisées au moyen de boîtes de réservations préfabriquées sur mesure, avec capot, fond coffrant et piètement réglable. A leur ouverture, ces boîtes seront remplies de vermiculite, afin d'empêcher les chutes de plain-pied.

- Gains techniques et désenfumage

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.

Elles seront déposées en sécurité après...

Généralités :

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

7. Secours

Trousse de secours

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Toutes les entreprises

Emplacement : à préciser dans le PPSPS

**Généralités :**

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

SST

Particularités :

1 SST par entreprise

**Généralités :**

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

8. Autres sujets

Autres

SOUS TRAITANCE

Voir pièces marché

- a) L'entreprise titulaire du Marché ne peut sous-traiter la totalité des travaux qui lui sont confiés.
- b) L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché, à condition d'avoir obtenu du Maître de l'Ouvrage l'acceptation écrite de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, avant la signature du Marché.
- c) L'entreprise titulaire du Marché reste responsable de son sous-traitant vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.
- d) Le sous-traitant agréé effectuera une VIC et produira un PPSPS.

Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. L'entrepreneur contactera le CSPS pour la Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.
En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF/CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

10. Autres mesures générales

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPS

DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

5, rue Coste
69300 CALUIRE ET CUIRE : A confirmer lors réunion démarrage chantier

Contraintes horaires et livraisons

A définir lors réunion démarrage

Moyens de levage partagés disponibles

so

Zones tampons de stationnement

so

Quais de déchargement partagés disponibles

so

Contraintes particulières du site

Accès principal partagé

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux